



Michèle PETITGENET – Ouverture du 12^{ème} Colloque Douanier Européen organisé par ODASCE à Bordeaux 14 novembre 2013 – 9.00-9,20 heures

Je suis heureuse de vous accueillir ici à Bordeaux, dans l'Amphithéâtre Brisbane de la **CITE MONDIALE CENTRE DE CONGRES DE BORDEAUX**, afin d'ouvrir ce 12^{ème} colloque douanier européen et d'évoquer ensemble des sujets extrêmement importants pour nos entreprises en matière d'origine car selon les cas elle est un élément de compétitivité mais aussi de contentieux.

Je remercie les entreprises, conseils, bureaux d'avocats, prestataires de transport, de système d'informations, les universitaires, les étudiants et les administrations qui nous accompagnent et assistent avec beaucoup de fidélité à nos colloques, et je souhaite la bienvenue aux nouveaux arrivants. Je remercie aussi chaleureusement tous les intervenants qui vont s'exprimer durant ces deux journées.

Vous allez consacrer ces deux journées, à réfléchir collectivement au rôle que joue les règles d'origine dans le contexte de nos achats et nos ventes à l'international

Ce panel diversifié est notre force, il va permettre de mettre nos idées en commun et favoriser le dialogue entre les différents secteurs professionnels promouvoir un dialogue constructif pour alimenter les travaux des ateliers de demain

Qu'il s'agisse :

Des règles d'origine non préférentielles

Et des règles préférentielles

Les quatre ateliers permettent de donner la parole aux congressistes sur le thème en prenant quatre éclairages différents, chaque atelier est dirigé par un animateur qui a pour rôle de faire ressortir les avis des membres de son atelier et leurs recommandations qui seront exposées en plénière demain après-midi.

Pour l'atelier 1 : le mot clé est compétitivité, comment utiliser le concept de l'origine dans une entreprise et comment en faire un atout compétitif en différenciant bien l'origine non préférentielle et l'origine préférentielle.

Pour l'atelier 2 : le mot clé est preuve, comment assurer la sécurité juridique de l'entreprise ici aussi en différenciant bien l'origine non préférentielle et l'origine préférentielle

Pour l'atelier 3 : le mot clé est veille, comment gérer dans la durée la notion d'origine ici aussi en différenciant bien l'origine non préférentielle et l'origine préférentielle

Pour l'atelier 4 : le mot clé est avenir, comment anticiper le CDU, les négociations d'accords en cours et les nouveaux concepts lancés ici aussi en différenciant bien l'origine non préférentielle et l'origine préférentielle

Pourquoi avoir choisi ce thème pour notre colloque ?

«Mais, quelle est l'Origine des marchandises ?»

La question d'origine se solutionnait facilement pendant des décennies : la marchandise était originaire du lieu où elle avait été produite (extraite ; récoltée ; fabriquée). C'est le développement des échanges qui l'a rendue de plus en plus complexe.

Mais pour les entreprises, le centre de tout mouvement d'échange de marchandises dans une chaîne internationale d'approvisionnement se situe au niveau de la conclusion des contrats qui initient ces mouvements.

La mesure du "risque" est inhérente aux informations détenues et échangées entre les différents acteurs concernés, cela est particulièrement vrai pour les exportateurs et les importateurs dans le traitement de l'application des règles d'origine.

Toute fausse déclaration ou de nature à induire les autorités en erreur quant à l'origine d'un produit constitue une infraction au code des douanes et de la consommation qui prévoit que la mention d'origine doit toujours pouvoir être justifiée.

Cette justification ne pose pas de difficultés dans le cas de produits fabriqués entièrement dans un seul pays. Mais, dans un contexte de mondialisation des processus de fabrication, les entreprises peuvent être confrontées à des difficultés pour établir cette origine lorsqu'ils sont fabriqués à partir d'éléments provenant de pays différents ou ont subi des transformations dans plusieurs pays. Ce phénomène est amplifié également par le multi-sourcing.

Les règles d'origine sont devenues un élément incontournable du système commercial actuel, et des accords régionaux de commerce sont toujours en cours de négociation dans le monde.

Aujourd'hui, la question des règles d'origine est plus que jamais d'actualité.

La question est devenue capitale avec les nouvelles techniques de production éclatées entre de nombreux pays, chacun d'entre eux apportant sa part de valeur

ajoutée et rendant la désignation d'une seule origine de plus en plus difficile.

A cela s'ajoute :

- les intérêts politiques actuels des rapports Nord-Sud,
 - l'aide au développement,
 - la stratégie des entreprises qui délocalisent ou relocalisent,
 - les comportements frauduleux,
 - l'incapacité de certains pays à gérer le problème (manque de moyens, corruption).
- Etc...

Si les négociations en vue d'une harmonisation des règles d'origine non préférentielle se poursuivent dans le cadre de l'OMC, ces négociations ont débuté en 1995, puis elles ont été suspendues en 2007 ; et les négociations reprennent, mais des divergences fondamentales subsistent entre les Membres au sujet de la voie à suivre.

Pendant cette période certains pays ou groupe de pays ne restent pas inactifs sous la pression du lobbying des fédérations et associations d'entreprises, ils se sont largement exprimés dans ce domaine :

« L'Union européenne a dit que la mondialisation des activités manufacturières rendait d'autant plus important l'achèvement des travaux d'harmonisation. Elle a ajouté que les exportateurs européens devaient faire face à l'incertitude que généraient les obligations en matière d'étiquetage du fait de la disparité des règles d'origine nationales. La Chine a dit que les Membres continuaient d'être affectés par la diversité des règles d'origine. L'Inde a indiqué que ses exportateurs rencontraient des difficultés en matière d'étiquetage en raison de la "jungle" des règles d'origine. »

Parlons également des règles de l'OP, je laisse les orateurs à venir donner le panorama des multiples accords commerciaux pour me concentrer sur les constats des entreprises.

La multiplication des accords commerciaux préférentiels mobilise des ressources en temps et en personnel pour effectuer de la veille et bâtir un processus d'analyse de risques ; cela constitue une source de préoccupation pour les entreprises. De plus le manque d'harmonisation de présentation et de rédaction des règles des différents accords entraîne une insécurité juridique pour l'entreprise qui recherche dans ce labyrinthe l'atout compétitif pour optimiser les achats /ventes à l'international.

Si les règles d'origine préférentielles sont promues pour favoriser le développement du commerce et encourager l'investissement grâce à leur application, elles entraînent des charges de travail importantes et limitent le retour sur investissement pour les entreprises qui les implémentent. Résultat, pour certaines entreprises, ne pas les utiliser, permet d'assurer la sécurité juridique des contrats, ce qui peut paraître paradoxal...

Pourquoi utiliser dans une entreprise la notion d'OP ? Car leur importance capitale est d'abaisser les barrières tarifaires et d'obtenir des droits de douane

réduits ou nuls ce qui occasionne pour les entreprises des points de marges. Maintenant, ces points de marges sont-ils maîtrisés ? Oui par les entreprises qui investissent sur la matière douanière et qui sont EA ou OEA. Quant aux autres qui ne retiennent que l'importance capitale de l'OP sans les obligations sous-jacentes, que risquent-elles ?

En cas d'infraction sur la notion d'origine, l'application des contentieux et des montants d'amendes sont différents selon le lieu de constat, car les 28 états membres agissent différemment sur une même base législative. Cet état de fait entraîne une concurrence déloyale, qui pose d'énormes problèmes à nos entreprises, pour l'importation ou l'exportation. On a le sentiment que les douanes des pays de l'Europe du Sud sont plus répressives que celles du Nord, ce qui n'est pas forcément vrai. D'où la difficulté pour les entreprises OEA de valoriser en interne ce statut car malgré l'investissement fait sur la matière douanière, les risques contentieux ne sont pas harmonisés et la mesure des risques reste bloquée au niveau de chaque EM.

Les accords commerciaux peuvent-ils aider les entreprises à se développer dans les pays ?

Les produits et les composants proviennent du monde entier, c'est un constat depuis de nombreuses années et la négociation d'accords sur les règles régissant les échanges et l'investissement doivent tenir compte de ce fait.

Les Chaines de Valeurs Mondiales renforcent-elles la pertinence des négociations multilatérales à travers l'interaction croissante entre les économies ?

Les accords commerciaux régionaux ont-ils un rôle à jouer et doivent-ils être cohérents avec les réseaux de production ?

Les accords multilatéraux sont largement reconnus comme la meilleure solution de coordination dans un monde de plus en plus interdépendant, nous confirme l'OMC mais nous constatons dans les faits que la plus grande partie des accords signés ces deux dernières décennies ont eu lieu de façon unilatérale ou au niveau régional.

Des règles d'origine plus adaptées aux Chaines de Valeur Mondiales, permettraient-elles d'influencer les stratégies des entreprises dans le cadre des productions locales ou délocalisées. À plus long terme, faudrait-il transformer les ACR en accord multilatéraux pour qu'un régime commercial soit plus clair et plus efficace pour tous les acteurs du commerce international ?

Pour encourager l'expansion des Chaines de Valeur Mondiales et compléter les réformes unilatérales, les accords commerciaux régionaux (ACR) peuvent renforcer la coopération entre pays dans des domaines comme la convergence des normes et la mise en place de réciprocity.

Et sans oublier et afin de répondre aux objectifs des différents systèmes préférentiels que sont

- aide au développement économique, impératifs de politique commerciale, amélioration du libre-échange,
- des règles de cumul ont été mises en place par zone permettent de tempérer les règles de base entre cumul bilatéral et cumul multilatéral ou autres, et dans ce domaine l'entreprise finit par se perdre dans les méandres des règles de la législation à appliquer au contrat commercial et à l'implémenter en gestion informatique.

Citons aussi : « L'initiative "Fabriqué dans le monde" lancée par l'OMC pour encourager l'échange de projets, d'expériences et d'approches pratiques concernant la mesure et l'analyse du commerce sur la base de la valeur ajoutée ». Là encore un projet utile sûrement à la réflexion, mais les entreprises du secteur privé attendent depuis 1995 un accord sur l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles qui permettrait d'y voir plus clair dans les affaires de l'étiquetage du made in ou dans la lecture des statistiques.

La complexité des règles d'origine ONP ou OP entraîne un crucial besoin d'adaptation du monde éducatif à l'enseignement de la législation douanière et plus particulièrement la gestion des accords commerciaux et régionaux, pour être en adéquation à ce nouveau formalisme réglementaire et former les futurs opérateurs et cadres de nos entreprises.

Cette prise de conscience doit passer par les plus hautes strates des ministères en charge de l'éducation et des cadres dirigeants des entreprises.

L'ODASCE s'engage en ce sens depuis plus de 40 ans sur la formation continue, et nous continuons à œuvrer également pour dynamiser les cursus de formations initiales ainsi que la définition de métiers.

En conclusion quelques mots sur le secteur privé, la facilitation des échanges et l'harmonisation des règles d'origine.

Alors que les gouvernements ont pour responsabilité de définir le cadre réglementaire des échanges internationaux, c'est le secteur privé qui, dans les faits, conduit les transactions. Le secteur privé doit rester, par conséquent, l'un des premiers bénéficiaires de la facilitation des échanges avec la mise en place des nouveaux processus que ce soit en matière :

D'accords commerciaux régionaux ou d'accords multilatéraux

Nous savons que la mise en place de réformes sur la facilitation des échanges peuvent être couteuses et induisent des changements de cadres juridique, institutionnel et stratégique mais aussi de pratiques commerciales. On ne peut se passer de la participation active du secteur privé, aussi je rappelle que ce secteur pour agir doit connaître par avance les projets de lois et les compromis générés par les négociations internationales afin de les commenter, d'en mesurer les

conséquences sur la compétitivité et proposer des simplifications correspondant à la stratégie du commerce légitime.

En conclusion, je vous rappelle qu'en 2003, est paru le LIVRE VERT - L'AVENIR DES REGLES D'ORIGINE DANS LES REGIMES COMMERCIAUX PREFERENTIELS

J'ai retenu, une des premières phrases du livre : L'origine préférentielle est à la croisée des chemins...

Si nous sommes présents à ce colloque c'est que nous sommes toujours égarés à la croisée des chemins, nous les entreprises attendons plus de facilitation dans les règles préférentielles et aussi l'adoption de règles d'origine non préférentielle harmonisées qui permettraient de faciliter et sécuriser nos échanges

MESDAMES, MESSIEURS

Je vous souhaite donc deux journées de travail efficace et des échanges qui permettront de mieux anticiper et maîtriser les enjeux de la réglementation actuelle et future sur les règles d'origine.

Je passe la parole via la technologie vidéo à Monsieur Kunio Mikuriya, secrétaire général de l'OMD